

COMMUNIQUÉ DE PRESSE SUR LE DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE COMMUN 2/19

Berlin, le 2 octobre 2019

Nouveau ralentissement conjoncturel – l'industrie entre en récession

Berlin, le 2 octobre 2019 – Les principaux instituts allemands de recherche économique viennent de corriger considérablement à la baisse leurs prévisions conjoncturelles, évaluant désormais à 0,5 % la croissance du Produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne en 2019, contre 0,8 % au printemps de cette même année. Les causes de cet affaiblissement sont le ralentissement mondial de la demande de biens d'investissements, dans l'exportation desquels l'économie allemande est spécialisée, mais aussi des incertitudes politiques et les transformations structurelles en cours dans l'industrie automobile. Les acteurs de la politique financière ont quant à eux opéré des choix favorables à une nouvelle expansion globale de l'économie. Les conjoncturistes ont également corrigé à la baisse leurs prévisions pour l'année prochaine en tablant sur une croissance de 1,1 %, contre encore 1,8 % au printemps 2019.

« L'industrie allemande est entrée en récession et cette évolution affecte désormais les résultats des prestataires de services aux entreprises, constate Claus Michelsen, directeur du service des politiques conjoncturelles du Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin), l'institut accueillant les auteurs du présent diagnostic commun. Si l'économie continue néanmoins de croître, c'est grâce à la demande des ménages privés qui reste forte grâce à des accords salariaux favorables, des réductions d'impôts et l'extension des transferts publics. »

Les incertitudes politiques qui continuent de se manifester à l'échelon mondial pèsent sur le commerce extérieur en décourageant les investissements des entreprises. « Les risques liés à une escalade du différend commercial sont particulièrement élevés. Un Brexit sans accord aurait également un coût : cet événement provoquerait en effet une diminution de 0,4 % du produit intérieur brut de l'Allemagne au cours de l'année prochaine, par comparaison à une sortie du Royaume-Uni de l'UE avec accord », ajoute Claus Michelsen.



PÉRIODE D'INTERDICTION DE LA DIFFUSION

2 octobre 2019, 10 heures HAEC

RELATIONS PRESSE :

Claudia Cohnen-Beck
Deutsches Institut für
Wirtschaftsforschung (DIW Berlin)
Tél. +49 30 89789 252
presse@diw.de

CONTACT :

Claus Michelsen
Deutsches Institut für
Wirtschaftsforschung (DIW Berlin)
Tél. +49 30 89789 458
cmichelsen@diw.de

www.gemeinschaftsdiagnose.de

Tableau

Chiffres clés des prévisions pour l'Allemagne

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Produit intérieur brut réel ¹	2,2	2,5	1,5	0,5	1,1	1,4
Population active ² (unité : 1 000 personnes)	43655	44248	44854	45237	45359	45521
Chômeurs (unité : 1 000 personnes)	2691	2533	2340	2276	2315	2262
Taux de chômage publié par la BA ³ (en %)	6,1	5,7	5,2	5,0	-5,1	4,9
Prix à la consommation ^{1,4}	0,5	1,5	1,8	1,4	1,5	1,5
Coût salariaux unitaires ^{1,5}	1,2	1,2	2,5	3,5	1,6	1,4
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques ⁶						
en milliards d'euros	37,1	40,3	62,4	52,1	22,9	4,0
en % du produit intérieur brut nominal	1,2	1,2	1,9	1,5	0,6	0,1
Balance courante						
en milliards d'euros	265,5	261,9	245,0	245	229	221
en % du produit intérieur brut nominal	8,5	8,1	7,3	7,1	6,5	6,1

¹ Par rapport à l'année précédente, en %. – ² Concept spécifique au pays considéré. – ³ Chômeurs en % de la population active civile (définition de l'agence allemande pour l'emploi, Bundesagentur für Arbeit). – ⁴ Indice des prix à la consommation (2015 = 100). – ⁵ Rémunérations des salariés par heure travaillée dues à l'intérieur du pays, rapportées au produit intérieur brut réel par heure travaillée d'une personne active. – ⁶ Dans les limites de la définition des comptabilités nationales (SEC 2010).

Sources : Statistisches Bundesamt ; Bundesagentur für Arbeit ; Deutsche Bundesbank ; 2019 à 2021 : prévisions des instituts

La création de nouveaux emplois perd de l'élan suite au ralentissement conjoncturel, l'industrie venant même de supprimer des postes. Les sociétés de prestation de services ainsi que l'industrie des BTP continuent quant à elles d'embaucher. Les instituts de recherche économique tablent donc sur une création d'emplois de 380 000 postes pendant l'année en cours, tandis que les deux années prochaines verront la création d'emplois réguliers diminuer, respectivement, à 120 000 puis à 160 000 postes. Le taux de chômage, qui était de 5,0 % en 2019, montera à 5,1 % en 2020, pour redescendre à 4,9 % en 2021. Les prix à la consommation resteront sur une trajectoire de hausse modérée, avec 1,4 % en 2019, 1,5 % en 2020 et 1,6 % en 2021. Avec environ 50 milliards d'euros, les excédents publics sont partis pour rester importants en 2019. Ils se réduiront à environ 4 milliards d'euros d'ici 2021.

Cette diminution ne sera pas seulement la conséquence du ralentissement conjoncturel, mais aussi de diverses mesures fiscales telles que les prestations supplémentaires des caisses de retraite, l'augmentation des allocations familiales, la baisse de l'impôt sur le revenu, sans oublier la suppression partielle de l'impôt de solidarité. Ces mesures fiscales représentent un montant global d'environ 22 milliards d'euros en 2019, de 18 milliards d'euros en 2020 et une valeur proche de 23 milliards d'euros en 2021. Les acteurs de la politique financière de l'Allemagne se positionnent donc clairement en stimulant la consommation des ménages.

Depuis le deuxième trimestre 2019, les risques d'aggravation de la conjoncture se sont cependant renforcés, tant en Allemagne qu'à l'échelon mondial. Le différend commercial entre les États-Unis et la Chine ainsi que des conflits entre certains pays asiatiques alimentent l'insécurité et pénalisent la conjoncture internationale. Un Brexit sans accord affecterait également l'économie européenne, et notamment celle de l'Allemagne. Enfin, la transformation structurelle en cours dans la construction automobile contribue elle aussi à aggraver les risques pesant sur ce marché si important pour l'Allemagne.

Ce diagnostic économique commun a été établi dans le cadre d'une collaboration entre les instituts de recherche économique DIW (Berlin), ifo Institut (Munich), IfW (Kiel), IWH (Halle) et RWI (Essen).

Pièce jointe

Version longue de ce rapport

Groupe de projet Diagnostic économique commun L'industrie entre en récession - l'élan de croissance retombe, Automne 2019. Berlin 2019.

La version longue de ce rapport sera disponible en ligne le 2 octobre 2019 à partir de 10 heures sous l'adresse www.gemeinschaftsdiagnose.de/category/gutachten.

À propos du Diagnostic économique commun

Le Diagnostic économique commun est établi deux fois par an pour le compte du ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie. Participants du rapport publié en automne 2019 :

- Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin)
- ifo Institut – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e.V. en coopération avec KOF Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich
- Institut für Weltwirtschaft Kiel (IfW Kiel)
- Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH)
- RWI – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung en coopération avec l'Institut für Höhere Studien Wien

Contacts scientifiques

Claus Michelsen
Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin)
Tél. +49 30 89789 458
CMichelsen@diw.de

Timo Wollmershäuser
ifo Institut – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e. V.
Tél. +49 89 9224 1406
Wollmershaeuser@ifo.de

Stefan Kooths
Institut für Weltwirtschaft Kiel (IfW Kiel)
Tél. +49 341 8814 579 ou +49 30 2067 9664
Stefan.Kooths@ifw-kiel.de

Oliver Holtemöller
Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH)
Tél. +49 345 7753 800
Oliver.Holtemoeller@iwh-halle.de

Torsten Schmidt
RWI – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung
Tél. +49 201 8149 287
Torsten.Schmidt@rwi-essen.de